

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 13/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FERME EOLIENNE DU BOIS BRIFFAUT

59 rue de Ponthieu (bureau 562)
PARIS (75 008)

Références : 2022 – E10145
Code AIOT : 0005108532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement FERME EOLIENNE DU BOIS BRIFFAUT implanté à CHAULNES (80320). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DU BOIS BRIFFAUT
- 80320 CHAULNES
- Code AIOT : 0005108532
- Régime : Autorisation

Le parc éolien Innovent est autorisé par arrêté préfectoral du 17/01/2017, il est composé de 4 mâts de 150 m et de puissance unitaire de 3.6 MW.
Le parc a été mis en service le 16/12/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter,
- Garanties financières,
- Entretien,
- Exploitation,
- Risques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 01/01/2000, article 1	/	Sans objet
2	Montant des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Actualisation des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	/	Sans objet
5	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
9	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
11	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
12	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
13	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
14	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
15	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2000, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Extrait KBIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société FERME ÉOLIENNE DU BOIS BRIFFAUT, dont le siège social est situé 20 avenue de la Paix – 67 000 STRASBOURG, est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un extrait KBIS de sa société daté du 10 août 2022. La dénomination de l'entreprise est identique à celle figurant sur l'APAU susvisé. Cependant, l'adresse du siège social a changée. Ce n'est plus 20 avenue de la Paix à Strasbourg (67 000) mais 59 rue de Ponthieu (bureau 562) à Paris (75 008).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un acte de cautionnement établi par la société COMMERZBANK le 3 décembre 2020 (contrat n° HKDAV70584108601). Le montant de la caution provisionnée est de 284 636 € et est valable jusqu'au 30 mai 2041.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : La date de mise en service de la Ferme éolienne de Bois-Briffaut est le 16 décembre 2020. Le parc étant en service depuis moins de 5 ans, aucune actualisation financière n'a encore été réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats : Le rapport de suivi environnemental a été réalisé par Somme Nature Etudes et Travaux sur l'année 2021, donc au cours des 12 premiers mois de fonctionnement du parc. Le rapport a été transmis par mail en date du 1er août 2022.</p> <p>Le rapport n'a pas préconisé de mesures ou de suivi supplémentaires.</p> <p>Les données brutes de suivi ont été déposées le 18/05/2022 sur la base de données biodiversité (Depobio). Le certificat de dépôt a été transmis par mail le 18/08/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats : La société Vestas et ses sous-traitants assurent la maintenance générale des installations.</p> <p>L'exploitant dispose dans chaque éolienne d'un « log book » sur lequel est indiqué la date, la nature de l'opération effectuée. Il est tenu par Volkswind Service France en tant que gestionnaire mandaté par la Ferme éolienne de Bois-Briffaut.</p> <p>Le manuel d'entretien et le registre de consignations des opérations de maintenance ou d'entretien (log book) ont été fournis à l'inspection. Le manuel d'entretien est rédigé pour partie en français et le reste en anglais. L'exploitant indique que VESTAS a transcrit uniquement les parties réglementaires en français. VESTAS ne détaille pas les différentes opérations pour une question de confidentialité. Cependant l'exploitant connaît la nature de chaque opération.</p> <p>Aucune défaillance et/ou anomalie n'a été recensée.</p> <p>Au niveau de la prise en compte de l'accidentologie, une procédure d'urgence est présentée. L'exploitant gère également les déclarations IRIS en cas d'accident majeur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Au cours du contrôle, seules les éoliennes E1 et E3 ainsi que le poste de livraison ont été contrôlés. Les aérogénérateurs E1 et E3 ainsi que le poste de livraison étaient fermés à clés et disposaient d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes E1 et E3 et sur le poste de livraison indiquant : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde face au risque de chute de glace.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur du pied des éoliennes E1 et E3 est propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Des extincteurs sont présents au pied des éoliennes E1 et E3 et comportent bien la date de leur dernière vérification, à savoir 11/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installaiton supérieur à 35 dB(A) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures = 5 dB(A) ; - émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures = 3 dB(A).
<p>Constats : Une première campagne de mesure acoustique a été réalisée par Delhom Acoustique. Les mesures ont été réalisées entre le 15 avril et le 25 mai 2021. Cette campagne a permis d'étudier les secteurs de vent Nord-Nord-Est et Sud-Ouest qui sont considérées comme les directions de vent dominantes du site.</p> <p>Cette étude a conclu à des dépassements de seuils réglementaires, pour le point 4 : Chaulnes, pour la période nocturne pour des vents de Sud-Ouest pour des classes de vitesse de vent de 6 et 7 m/s. Le rapport conclut à la mise en place d'un plan de bridage du parc. Ce rapport a été transmis par mail en date du 8 juin 2022.</p> <p>L'exploitant indique planifier une deuxième campagne de réception acoustique en Sud-Ouest sur le point : Chaulnes et sur 2 autres lorsque les vents seront favorables (automne 2022).</p> <p>L'exploitant indique qu'au cours de l'étude acoustique, un des riverains a mentionné un dérangement. Il est prévu de positionner un sonomètre chez le riverain lors la deuxième campagne.</p>
Observations : Le rapport des mesures acoustiques sera transmis à l'Inspection dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet